

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 87

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour
les dépenses du gouvernement pour l'année financière
se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins
du service public

Première lecture

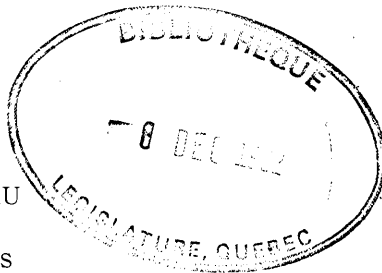
Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ PAR

M. JACQUES PARIZEAU

Ministre des Finances



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

Projet de loi n° 87

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Jean-Pierre Côté, C.P., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget supplémentaire des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 3, 1982-1983*.

¹ **2.** Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, 257 181 000 \$
^{983.} pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents programmes énumérés à l'annexe de la présente loi.

^{es}
^{égis-} **3.** Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

Compte
à Sa
Majesté.

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

SOMMES ACCORDÉES À SA MAJESTÉ PAR LA PRÉSENTE LOI POUR
L'ANNÉE FINANCIÈRE SE TERMINANT LE 31 MARS 1983, AVEC
INDICATION DES OBJETS POUR LESQUELS ELLES SONT
ACCORDÉES

AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME 3

Évaluation foncière	3 000 000	
---------------------	-----------	--

PROGRAMME 6

Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	<u>5 069 000</u>	8 069 000
---	------------------	-----------

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

PROGRAMME 4

Assurances agricoles	<u>7 222 000</u>	7 222 000
----------------------	------------------	-----------

COMMUNICATIONS

PROGRAMME 2

Information et publications gouvernementales	<u>1 263 300</u>	1 263 300
---	------------------	-----------

ÉNERGIE ET RESSOURCES

PROGRAMME 3

Protection de la forêt	1 364 000	
------------------------	-----------	--

PROGRAMME 14

Études, recherches et interventions concernant l'énergie	<u>1 914 000</u>	3 278 000
---	------------------	-----------

FINANCES

PROGRAMME 4

Fonds de suppléance	<u>40 000 000</u>	40 000 000
---------------------	-------------------	------------

JUSTICE

PROGRAMME 5

Aide aux justiciables	<u>4 200 000</u>	4 200 000
-----------------------	------------------	-----------

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

PROGRAMME 3

Implantation d'équipements et aménagement de sites de plein air	<u>900 000</u>	900 000
--	----------------	---------

TRANSPORTS

PROGRAMME 1

Systèmes de transports terrestres	21 866 800	
-----------------------------------	------------	--

PROGRAMME 3

Construction du réseau routier	799 000	
--------------------------------	---------	--

PROGRAMME 4

Conservation du réseau routier	20 658 200	
--------------------------------	------------	--

PROGRAMME 5

Gestion interne et soutien	<u>17 795 800</u>	61 119 800
----------------------------	-------------------	------------

TRAVAIL, MAIN-D'OEUVRE ET
SÉCURITÉ DU REVENU

PROGRAMME 7

Prestations d'aide sociale	125 000 000	
----------------------------	-------------	--

PROGRAMME 8

Assistance-maladie	4 978 900	
--------------------	-----------	--

PROGRAMME 9

Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	<u>1 150 000</u>	<u>131 128 900</u>
		257 181 000